



## RAPPORT DE GESTION

---

### TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE .....	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2011 .....	2
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS .....	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUEBECOR .....	7
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ .....	10
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE .....	16
INFORMATIONS ADDITIONNELLES .....	20
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....	25

## PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Quebecor inc. (« Quebecor » ou la « Société ») couvre les principales activités du premier trimestre 2012 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent.

Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'avis contraire. Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011.

Quebecor est une société de gestion détenant une participation de 54,7 % dans Québecor Média inc. (« Québecor Média »), l'un des plus importants conglomerats de médias du Canada. Les filiales de Québecor Média exercent leurs activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Médias d'information, Télédiffusion, Loisir et divertissement et Technologies et communications interactives. Québecor Média déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés médias.

## FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2011

- Le chiffre d'affaires de Quebecor a atteint 1,06 G\$ au premier trimestre 2012, soit une hausse de 73,5 M\$ (7,4 %), résultant principalement d'une croissance de 10,7 % des revenus du secteur Télécommunications.
- Le bénéfice d'exploitation de Quebecor s'est établi à 322,2 M\$, en hausse de 27,9 M\$ (9,5 %), reflétant la performance du secteur Télécommunications dont le bénéfice d'exploitation a progressé de 48,5 M\$ (19,1 %).

### Télécommunications

- Progression des revenus de Vidéotron Itée (« Vidéotron ») au premier trimestre 2012 dans les services d'accès Internet (23,0 M\$ ou 13,7 %), de télédistribution (22,4 M\$ ou 9,1 %), de téléphonie mobile (16,9 M\$ ou 81,6 %) et de téléphonie par câble (4,4 M\$ ou 4,1 %).
- Augmentation nette de 29 900 unités de service<sup>1</sup> au premier trimestre 2012, contre 52 600 au même trimestre de 2011.
- 27 mars 2012 : lancement de illico télé nouvelle génération offrant aux utilisateurs du service numérique de Vidéotron une nouvelle interface d'accès au service de vidéo sur demande, de gestion des enregistrements, de guide horaire personnalisable et de services en ligne. Le service illico télé nouvelle génération propose des fonctionnalités novatrices répondant aux besoins des consommateurs, dont une ergonomie complètement réinventée qui offre une expérience de navigation plus fluide et intuitive. D'abord offert dans les régions de Québec, de Saguenay-Lac-St-Jean et de Rivière-du-Loup à compter du 4 avril 2012, le terminal illico nouvelle génération sera déployé de façon progressive jusqu'à la fin de l'été 2012.

### Médias d'information

- Au premier trimestre 2012, Québecor PagesMédia<sup>MC</sup> a lancé les moteurs de recherche *videotron.trouvetout.ca* et *videotron.smartfind.ca*, une nouvelle plateforme offrant aux consommateurs un guide de recherche sur les entreprises locales. Un grand nombre d'entreprises du Québec sont déjà inscrites sur ce moteur de recherche après seulement quelques mois suivant le lancement.
- Le 19 avril 2012, Réseau Québecor Média inc. (« Réseau Québecor Média ») a annoncé la signature d'une entente exclusive pour la distribution dans Le Sac Plus de la circulaire nationale de Sears Canada inc. (« Sears Canada »). Réseau Québecor Média distribuera ainsi plus de 100 millions de pièces promotionnelles par année pour le compte de Sears Canada sur l'ensemble du territoire québécois. La nouvelle entente sera soutenue par une campagne médiatique multiplateforme développée par Québecor Média sur l'ensemble de ses propriétés médias, ce qui constitue un autre exemple de la complémentarité de l'offre multiproduit du secteur Médias d'information.
- Le 14 mars 2012, Corporation Sun Media a annoncé le lancement de quatre nouveaux hebdomadaires régionaux à Ottawa, à Windsor, à Kitchener-Waterloo et à Guelph. Ces nouveaux hebdomadaires rejoindront plus de 400 000 foyers ontariens.
- Les résultats du sondage NADbank 2011, qui mesure le lectorat des principaux quotidiens à l'échelle du pays, confirment que *Le Journal de Montréal* compte un lectorat hebdomadaire de 1 163 800 lecteurs, soit 343 700 lecteurs de plus que son plus proche concurrent. Pour sa part, *Le Journal de Québec* rejoint un lectorat hebdomadaire de 369 000 lecteurs, en

<sup>1</sup> La somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet et de téléphonie par câble à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

hausse de 33 100 lecteurs (9,9 %) par rapport à 2010. Le quotidien gratuit *24 heures* a affiché une hausse de 82 400 lecteurs par rapport à l'année précédente, soit une progression de 14,9 % (source : NADbank 2010 et 2011, Montréal RMR).

### **Autres faits saillants**

- L'édition 2012 de *Star Académie* s'est imposée une fois de plus comme un succès télévisuel et commercial retentissant ayant des retombées positives pour l'ensemble des propriétés de Québec Média et engendrant une nouvelle occasion de partage de contenus à valeur ajoutée. L'auditoire moyen des émissions diffusées sur les ondes du Réseau TVA a atteint respectivement 2,2 millions et 1,4 million pour le gala hebdomadaire et pour l'émission quotidienne. Lancé le 6 mars dernier, l'album *Star Académie 2012* a été vendu à plus de 125 000 exemplaires et s'est classé en tête du palmarès des ventes d'albums francophones au pays et numéro un au Québec (source : Nielsen SoundScan).
- Le 25 mars 2012, Québec Média et la Ville de Québec ont annoncé la finalisation du programme fonctionnel et technique de l'immeuble en vue de la construction de l'amphithéâtre multifonctionnel de Québec.
- Le 4 avril 2012, Groupe Archambault inc. (« Groupe Archambault ») a lancé ZIK, un service de musique en continu (*streaming*) qui offre plus de 12 millions de chansons en accès interactif et illimité, y compris le plus grand répertoire de musique francophone avec 1,2 million de titres.
- Plusieurs opérations financières ont été réalisées depuis la fin de l'exercice 2011.
  - Vidéotron a émis, en mars 2012, des billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 5 % et échéant en 2022 ;
  - Vidéotron a racheté, en mars 2012, tous ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en janvier 2014, pour un montant en capital de 395,0 M\$US ;
  - Québec Média a racheté, en mars et en avril 2012, pour un montant en capital total de 260,0 M\$US de ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016, et a réglé les contrats de couverture afférents ;
  - Québec Média et Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») ont amendé leurs facilités de crédit bancaire afin de proroger leurs échéances, respectivement à 2016 et à 2017, et d'ajouter une nouvelle facilité de crédit renouvelable « C » de 200,0 M\$ dans Québec Média, venant à échéance en 2016 ;
  - Finalement, Corporation Sun Media a remboursé le solde de 37,6 M\$ de sa facilité de crédit à terme et a annulé l'ensemble de ses facilités de crédit.

### **MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS**

Les mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice d'exploitation, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québec Média et le revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA »), ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

### **Bénéfice d'exploitation**

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice d'exploitation, tel que concilié avec le bénéfice net, conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge pour dépréciation de l'écart d'acquisition, la perte sur refinancement de dettes et les impôts sur le bénéfice. Le bénéfice d'exploitation, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction de la Société estime que le bénéfice d'exploitation est une mesure utile d'évaluation du rendement.

La Société se sert du bénéfice d'exploitation pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activité. En outre, le bénéfice d'exploitation est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés à l'exploitation, sont également utilisées par la Société. De plus, des mesures comme le bénéfice d'exploitation sont fréquemment utilisées par les membres de la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. La définition du bénéfice d'exploitation de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice d'exploitation avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de la Société.

**Tableau 1**  
**Rapprochement du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**  
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
Bénéfice (perte) d'exploitation :		
Télécommunications	<b>303,0</b>	254,5
Médias d'information	<b>16,6</b>	28,3
Télédiffusion	<b>(5,8)</b>	4,6
Loisir et divertissement	<b>0,3</b>	1,2
Technologies et communications interactives	<b>3,0</b>	0,9
Siège social	<b>5,1</b>	4,8
	<b>322,2</b>	294,3
Amortissement	<b>(142,0)</b>	(121,5)
Frais financiers	<b>(83,2)</b>	(81,4)
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	<b>81,9</b>	10,5
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	<b>(1,1)</b>	(9,5)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	<b>(14,5)</b>	-
Perte sur refinancement de dettes	<b>(7,3)</b>	(9,3)
Impôts sur le bénéfice	<b>(39,8)</b>	(19,8)
<b>Bénéfice net</b>	<b>116,2</b>	63,3

### Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge pour dépréciation de l'écart d'acquisition et la perte sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

**Tableau 2**

**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	39,3 \$	35,9 \$
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	81,9	10,5
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(1,1)	(9,5)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	(14,5)	–
Perte sur refinancement de dettes	(7,3)	(9,3)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements <sup>1</sup>	(13,3)	4,4
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	(12,1)	2,3
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>72,9 \$</b>	<b>34,3 \$</b>

<sup>1</sup> Y compris l'impact de la fluctuation du taux d'imposition applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales

**Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs**

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. Lorsque la Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, elle fournit un rapprochement avec le bénéfice d'exploitation dans la même section du rapport.

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média**

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média représentent les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs (cf. « Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs »), moins la portion monétaire de la charge d'intérêt et de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, plus ou moins les impôts exigibles, les autres encaissements (déboursés) et la variation nette des actifs et passifs d'exploitation. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Québecor Média. Les flux de trésorerie libres liés à l'exploitation représentent les fonds disponibles dans Québecor Média pour les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de liquidités établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 3 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de cette filiale.

**Tableau 3**

**Rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de cette filiale**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies (tableau 4)	<b>38,6</b>	(34,1)
Acquisitions d'immobilisations	<b>193,2</b>	193,8
Acquisitions d'actifs incorporels	<b>22,5</b>	21,0
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	<b>(1,2)</b>	(1,0)
<b>Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation</b>	<b>253,1</b>	179,7

**Revenu mensuel moyen par abonné**

Le RMPA est un indicateur utilisé dans l'industrie pour mesurer les revenus mensuels générés pour la télévision par câble, l'accès Internet et la téléphonie par câble et mobile par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet et de téléphonie par câble et mobile par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période considérée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

# Analyse des résultats consolidés de Quebecor

## Comparaison des premiers trimestres 2012 et 2011

**Revenus** de 1,06 G\$, en hausse de 73,5 M\$ (7,4 %).

- Progression dans les secteurs Télécommunications (62,6 M\$ ou 10,7 % des revenus du secteur), Télédiffusion (10,7 M\$ ou 10,0 %), Technologies et communications interactives (9,8 M\$ ou 36,6 %) et Loisir et divertissement (5,7 M\$ ou 9,3 %).
- Recul dans le secteur Médias d'information (7,0 M\$ ou -2,9 %).

**Bénéfice d'exploitation** de 322,2 M\$, en hausse de 27,9 M\$ (9,5 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (48,5 M\$ ou 19,1 % du bénéfice d'exploitation du secteur) et Technologies et communications interactives (2,1 M\$ ou 233,3 %).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (11,7 M\$ ou -41,3 %), Télédiffusion (10,4 M\$) et Loisir et divertissement (0,9 M\$ ou -75,0 %).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart défavorable de 4,7 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au premier trimestre 2012, par rapport à la même période de 2011. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Quebecor a entraîné un écart défavorable de 6,5 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au premier trimestre 2012.
- Si l'on exclut l'impact de la charge de rémunération à base d'actions consolidée, le bénéfice d'exploitation est en hausse de 13,5 % au premier trimestre 2012, contre une baisse de 5,9 % à la même période de 2011.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 72,9 M\$ (1,15 \$ par action de base), contre 34,3 M\$ (0,53 \$ par action de base) au premier trimestre 2011, soit une hausse de 38,6 M\$ (0,62 \$ par action de base).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
  - un écart favorable de 71,4 M\$ au chapitre du gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers ;
  - la hausse de 27,9 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
  - un écart favorable de 8,4 M\$ au chapitre de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés par :

- la hausse de 20,5 M\$ de la charge d'amortissement ;
- une charge pour dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ inscrite au premier trimestre 2012.

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies** de 39,3 M\$ au premier trimestre 2012 (0,62 \$ par action de base), contre 35,9 M\$ (0,56 \$ par action de base) au même trimestre de 2011, soit une hausse de 3,4 M\$ (0,06 \$ par action de base).

**Charge d'amortissement** de 142,0 M\$, contre 121,5 M\$ au même trimestre de 2011, soit une hausse de 20,5 M\$ qui s'explique essentiellement par l'impact des importants investissements en immobilisations depuis 2010 dans le secteur Télécommunications, dont l'amortissement des immobilisations relatives au réseau 4G, et l'impact de la stratégie promotionnelle axée sur la location d'équipements.

**Frais financiers** de 83,2 M\$, en hausse de 1,8 M\$.

- Cette hausse s'explique principalement par :
  - la variation défavorable liée à la conversion des éléments monétaires à court terme au montant de 3,0 M\$ ;
  - l'impact sur le taux moyen de la dette du rééquilibrage entre les portions à taux fixe et à taux variable.

Contrebalancés par :

- l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables aux débentures échangeables.

**Gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers** de 81,9 M\$ au premier trimestre 2012, contre un gain de 10,5 M\$ à la même période de 2011, soit un écart favorable de 71,4 M\$ qui s'explique principalement par la variation favorable de la juste valeur des options de règlement anticipé due à la fluctuation des taux d'intérêt et des primes de crédit.

**Charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux** de 1,1 M\$ au premier trimestre 2012, contre 9,5 M\$ au premier trimestre 2011, soit un écart favorable de 8,4 M\$.

- Dans le cadre de la mise en service de son réseau 4G, le secteur Télécommunications a enregistré au premier trimestre 2012 une charge de 0,2 M\$ relativement aux frais de migration, contre 8,6 M\$ au premier trimestre 2011.
- Une charge nette pour restructuration des activités d'exploitation de 0,5 M\$ ainsi qu'une charge pour autres éléments spéciaux de 0,4 M\$ ont été enregistrées dans d'autres secteurs au premier trimestre 2012.
- Une charge de dépréciation d'actifs incorporels de 0,9 M\$ avait été enregistrée dans le secteur Médias d'information au premier trimestre 2011.

**Charge pour dépréciation de l'écart d'acquisition** de 14,5 M\$ au premier trimestre 2012.

- En raison de l'adoption, en 2012, des nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, les coûts d'exploitation des activités d'édition de magazines seront affectés défavorablement. Par conséquent, Québecor Média a revu son plan d'affaires pour ce secteur et a conclu que le montant de l'écart d'acquisition n'était plus totalement recouvrable. Une charge liée à la dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ a donc été enregistrée au premier trimestre 2012.

**Perte sur refinancement de dettes** de 7,3 M\$ au premier trimestre 2012, contre 9,3 M\$ à la même période de 2011.

- En mars 2012, Vidéotron a remboursé la totalité des billets de premier rang portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en janvier 2014, pour un montant en capital de 395,0 M\$US. Au cours de la même période, Québecor Média a remboursé un montant en capital de 78,5 M\$US des billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016, et a réglé les contrats de couverture. Ces transactions ont entraîné une perte sur refinancement de dettes totale de 7,3 M\$.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 39,8 M\$ (taux d'imposition effectif de 25,5 %) au premier trimestre 2012, contre 19,8 M\$ (taux d'imposition effectif de 23,8 %) au premier trimestre 2011.

- L'écart défavorable de 20,0 M\$ s'explique surtout par la hausse du bénéfice avant impôts.

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média** de 38,6 M\$ au premier trimestre 2012, contre des flux négatifs de 34,1 M\$ à la même période de 2011 (tableau 4).

- Cet écart favorable de 72,7 M\$ s'explique principalement par :
  - l'écart favorable de 38,5 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par la réduction au premier trimestre 2011 des impôts sur le bénéfice à payer et des revenus différés, affectés dans ce dernier cas par un cycle différent de facturation des clients dans le secteur Télécommunications ;
  - la hausse de 33,2 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
  - la diminution de 7,9 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 5,1 M\$ des impôts exigibles ;
- la hausse de 4,2 M\$ de la portion monétaire de la charge d'intérêt.

**Tableau 4****Flux de trésorerie libres liés à l'exploitation des activités poursuivies de Québecor Média**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs :		
Télécommunications	101,8 \$	61,4 \$
Médias d'information	11,9	20,3
Télédiffusion	(11,7)	(5,1)
Loisir et divertissement	(1,3)	(0,4)
Technologies et communications interactives	1,9	(0,1)
Siège social et autres	7,1	1,1
	<b>109,7</b>	<b>77,2</b>
Portion monétaire de la charge d'intérêt <sup>1</sup>	<b>(77,9)</b>	<b>(73,7)</b>
Portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	<b>(0,7)</b>	<b>(8,6)</b>
Impôts exigibles	<b>(5,5)</b>	<b>(0,4)</b>
Autres	<b>2,5</b>	<b>(0,6)</b>
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	<b>10,5</b>	<b>(28,0)</b>
<b>Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies</b>	<b>38,6 \$</b>	<b>(34,1) \$</b>

<sup>1</sup> Intérêts sur la dette à long terme, effet de change sur les éléments d'exploitation et autres frais d'intérêt**Tableau 5****Rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs de Québecor Média avec le bénéfice d'exploitation de cette filiale**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	324,2 \$	291,0 \$
Acquisitions d'immobilisations	(193,2)	(193,8)
Acquisitions d'actifs incorporels	(22,5)	(21,0)
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	1,2	1,0
<b>Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs</b>	<b>109,7 \$</b>	<b>77,2 \$</b>

## Analyse par secteurs d'activité

### Télécommunications

#### Résultats d'exploitation du premier trimestre 2012

Revenus de 645,8 M\$, soit une progression de 62,6 M\$ (10,7 %).

- Revenus totaux des services de télédistribution de 268,0 M\$, soit une progression de 22,4 M\$ (9,1 %) principalement due à la croissance de la clientèle et à l'augmentation des revenus par client, générée dans ce dernier cas par la hausse de certains tarifs et le succès des forfaits en haute définition, ainsi que par l'augmentation des commandes à la télévision payante.
- Revenus des services d'accès Internet de 191,4 M\$, en hausse de 23,0 M\$ (13,7 %). Cet écart favorable s'explique surtout par l'augmentation de la clientèle et de certains tarifs.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 111,7 M\$, soit une hausse de 4,4 M\$ (4,1 %) provenant surtout de la progression de la clientèle et du nombre de lignes par client.
- Revenus du service de téléphonie mobile de 37,6 M\$, soit une progression de 16,9 M\$ (81,6 %) due pour l'essentiel à la croissance de la clientèle.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 16,9 M\$, en hausse de 1,8 M\$ (11,9 %) principalement attribuable à une croissance des revenus provenant des solutions réseau et de l'utilisation des services interurbains.
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 8,3 M\$, en baisse de 4,7 M\$ (-36,2 %). Cette diminution s'explique surtout par les stratégies promotionnelles axées sur la location d'équipements de télédistribution, contrebalancées par la hausse des ventes d'équipements en téléphonie mobile.
- Revenus de Le SuperClub Vidéotron Itée de 4,9 M\$, soit une baisse de 0,4 M\$ (-7,5 %) surtout attribuable à la fermeture de magasins, contrebalancée en partie par une hausse des revenus divers.
- Revenus autres de 7,2 M\$, en baisse de 0,6 M\$ (-7,7 %).

**RMPA** de Vidéotron de 109,18 \$ au premier trimestre 2012, contre 99,78 \$ à la même période de 2011, soit une croissance de 9,40 \$ (9,4 %).

#### Statistiques de clientèles

*Unités de service* – Au 31 mars 2012, le nombre total d'unités de service s'établissait à 4 719 800, soit une hausse de 29 900 (0,6 %) par rapport à la fin de 2011, contre une augmentation de 52 600 au premier trimestre 2011 (tableau 6). Le nombre total d'unités de service a augmenté de 353 100 (8,1 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2012. Les unités de service représentent l'addition des clients des services de télédistribution, d'accès Internet et de téléphonie par câble, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

*Télédistribution* – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 7 500 clients (-0,4 %) au premier trimestre 2012, contre une diminution de 3 000 clients au même trimestre de 2011, et elle a augmenté de 45 400 clients pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2012 (tableau 6). À la fin du premier trimestre 2012, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 854 000 clients, soit un taux de pénétration des résidences câblées de 69,5 %, en regard de 68,9 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 666 700 résidences à la fin de mars 2012, contre 2 623 200 résidences un an plus tôt).

- Au 31 mars 2012, le service de télé numérique desservait 1 417 500 clients. Ce service a recruté 16 700 clients au premier trimestre 2012, en hausse de 1,2 %, contre une progression de 24 100 clients au premier trimestre 2011. Sur une période de 12 mois, le service de télé numérique a recruté 173 800 clients (14,0 %). Au 31 mars 2012, le taux de pénétration des résidences câblées par le service illico télé numérique s'élevait à 53,2 %, contre 47,4 % un an plus tôt.
- La migration du service de télédistribution analogique vers le numérique est la principale raison expliquant la baisse de 24 200 clients (-5,3 %) au service de télédistribution analogique au premier trimestre 2012 (contre une baisse de 27 100 clients au premier trimestre 2011). Sur une période de 12 mois, le service de télédistribution analogique a subi un recul de 128 400 clients (-22,7 %).

*Accès Internet par câble* – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 340 500 au 31 mars 2012, en hausse de 8 000 clients (0,6 %) sur la période trimestrielle (contre une hausse de 11 500 clients au premier trimestre 2011). Pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2012, le service d'accès Internet par câble a recruté 76 900 clients (6,1 %) (tableau 6). Au 31 mars 2012, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences câblées de 50,3 %, en regard de 48,2 % un an plus tôt.

*Téléphonie par câble* – Au 31 mars 2012, ce service comptait 1 212 500 clients, en hausse de 7 200 clients (0,6 %) au premier trimestre (contre une progression de 15 500 clients au premier trimestre 2011). Ce service a recruté 82 700 clients (7,3 %) sur une période de 12 mois (tableau 6). Au 31 mars 2012, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences câblées de 45,5 %, contre 43,1 % un an plus tôt.

*Téléphonie mobile* – Au 31 mars 2012, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 312 800, soit une augmentation de 22 200 lignes (7,6 %) par rapport à la fin du trimestre précédent (contre une hausse de 28 600 lignes au premier trimestre 2011). Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 148 100 (89,9 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2012.

**Tableau 6**  
**Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres**  
(en milliers de clients)

	Mars 2012	Déc. 2011	Sept. 2011	Juin 2011	Mars 2011	Déc. 2010	Sept. 2010	Juin 2010
Télédistribution :								
Analogique	436,5	460,7	496,1	530,3	564,9	592,0	619,7	639,5
Numérique	1 417,5	1 400,8	1 348,1	1 270,4	1 243,7	1 219,6	1 182,3	1 142,0
	<b>1 854,0</b>	1 861,5	1 844,2	1 800,7	1 808,6	1 811,6	1 802,0	1 781,5
Internet par câble	1 340,5	1 332,5	1 306,4	1 266,5	1 263,6	1 252,1	1 233,8	1 201,7
Téléphonie par câble	1 212,5	1 205,3	1 179,4	1 141,6	1 129,8	1 114,3	1 098,1	1 065,3
Téléphonie mobile <sup>1</sup>	312,8	290,6	258,1	210,6	164,7	136,1	95,4	87,0
<b>Total (unités de service)</b>	<b>4 719,8</b>	4 689,9	4 588,1	4 419,4	4 366,7	4 314,1	4 229,3	4 135,5

<sup>1</sup> En milliers de lignes

**Bénéfice d'exploitation** de 303,0 M\$, en hausse de 48,5 M\$ (19,1 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :
  - l'impact de la hausse des revenus.
 Contrebalancé en partie par :
  - la hausse de certains frais d'exploitation liés principalement au développement du réseau 4G.
- Si l'on exclut la variation de la charge liée au régime de rémunération à base d'actions, le bénéfice d'exploitation du secteur a augmenté de 19,8 % au premier trimestre 2012, contre une baisse de 1,5 % à la même période de 2011.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 53,1 % au premier trimestre 2012, contre 56,4 % à la même période de 2011.

- Cette diminution est surtout attribuable à l'impact de la croissance des revenus (en considérant la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en pourcentage des revenus), contrebalancée en partie par la hausse des coûts d'exploitation liée à la mise en place du réseau 4G.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 101,8 M\$ au premier trimestre 2012, contre 61,4 M\$ à la même période de 2011, soit une augmentation de 40,4 M\$ (tableau 7).

- Cette augmentation s'explique par la hausse de 48,5 M\$ du bénéfice d'exploitation, contrebalancée en partie par l'augmentation de 6,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations, surtout attribuable à l'impact de la stratégie promotionnelle axée sur la location d'équipements, et par une hausse de 2,0 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels.

## Tableau 7 : Télécommunications

### Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars			
	2012		2011	
Bénéfice d'exploitation	303,0	\$	254,5	\$
Acquisitions d'immobilisations	(183,5)		(177,2)	
Acquisitions d'actifs incorporels	(18,9)		(16,9)	
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	1,2		1,0	
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>101,8</b>	<b>\$</b>	<b>61,4</b>	<b>\$</b>

## Médias d'information

### Résultats d'exploitation du premier trimestre 2012

**Revenus** de 233,1 M\$, en baisse de 7,0 M\$ (-2,9 %).

- Revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en hausse de 16,7 %, due principalement au volume additionnel de distribution de circulaires ; revenus publicitaires en baisse de 4,2 % ; revenus de tirage en baisse de 2,8 % ; revenus numériques en baisse de 20,2 %.
- Les revenus des quotidiens urbains ont diminué de 5,0 %, tandis que ceux des journaux régionaux ont diminué de 2,2 %.
- Les revenus des portails généralistes ont diminué de 41,7 %, ce qui s'explique surtout par le transfert à la filiale Nurun inc. des activités intersociétés de création de site Web et par une diminution des revenus numériques. En excluant l'impact du transfert des activités intersociétés, la baisse des revenus des portails généralistes s'est établie à 27,9 %.

**Bénéfice d'exploitation** de 16,6 M\$, en baisse de 11,7 M\$ (-41,3 %).

- Cette diminution est principalement attribuable à :
    - l'impact de la baisse des revenus ;
    - l'écart défavorable lié aux investissements dans Réseau Québecor Média ;
    - l'écart défavorable de 4,1 M\$ sur le plan des crédits d'impôts multimédias sur la main-d'œuvre.
- Contrebalancés en partie par :
- l'incidence favorable de 4,4 M\$ lié aux mesures de restructuration annoncées en novembre 2011.
- En excluant l'impact de la charge de rémunération à base d'actions ainsi que les investissements dans Réseau Québecor Média et Québecor PagesMédia<sup>MC</sup>, la baisse du bénéfice d'exploitation au premier trimestre 2012 s'est établie à 20,8 %, contre une baisse de 13,0 % à la même période de 2011.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 92,9 % au premier trimestre 2012, contre 88,2 % à la même période de 2011. Cette hausse s'explique par l'impact défavorable lié aux investissements dans Réseau Québecor Média, aux crédits d'impôts multimédia et à la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en proportion de la baisse des revenus.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 11,9 M\$ au premier trimestre 2012, contre 20,3 M\$ au même trimestre de 2011 (tableau 8).

- Cette baisse de 8,4 M\$ s'explique surtout par le recul de 11,7 M\$ du bénéfice d'exploitation et l'augmentation de 0,7 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, contrebalancés en partie par la diminution de 4,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

#### **Tableau 8 : Médias d'information**

##### **Flux de trésorerie d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	16,6 \$	28,3 \$
Acquisitions d'immobilisations	(1,9)	(5,9)
Acquisitions d'actifs incorporels	(2,8)	(2,1)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>11,9 \$</b>	<b>20,3 \$</b>

#### **Télédiffusion**

##### **Résultats d'exploitation du premier trimestre 2012**

**Revenus** de 117,8 M\$, en hausse de 10,7 M\$ (10,0 %).

- Les revenus des activités de télévision ont augmenté de 11,6 M\$, ce qui s'explique surtout par :
  - l'augmentation des revenus publicitaires et d'abonnement des services spécialisés, dont l'impact des nouvelles chaînes TVA Sports et Mlle ;
  - la hausse des revenus publicitaires du Réseau TVA, y compris la contribution de la populaire émission *Star Académie* ;
  - la progression des revenus de TVA Accès.
- Les revenus totaux d'édition ont diminué de 1,0 M\$, surtout en raison d'une baisse des revenus publicitaires et des revenus en kiosque.

**Perte d'exploitation** de 5,8 M\$, contre un bénéfice d'exploitation de 4,6 M\$ au premier trimestre 2011, soit un écart défavorable de 10,4 M\$.

- Bénéfice d'exploitation des activités de télévision en baisse de 6,6 M\$, qui s'explique surtout par :
  - la perte d'exploitation de TVA Sports, de SUN News et de Mlle ;
  - la hausse des coûts de contenus du Réseau TVA et des chaînes spécialisées attribuable à la stratégie de programmation.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en baisse de 3,7 M\$, qui s'explique surtout par l'impact de l'enregistrement d'une charge de 3,4 M\$ relativement à l'adoption des nouveaux tarifs en 2010, en 2011 et en 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, dont 2,9 M\$ est attribuable aux années 2010 et 2011.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 104,9 % au premier trimestre 2012, contre 95,7 % à la même période de 2011. Cette augmentation des coûts en proportion des revenus est surtout attribuable à l'augmentation des frais d'exploitation liés au lancement des services spécialisés ainsi qu'à l'enregistrement des coûts liés aux services de récupération des matières résiduelles.

**Flux de trésorerie d'exploitation** négatifs de 11,7 M\$ au premier trimestre 2012, contre des flux négatifs de 5,1 M\$ pour la même période de 2011 (tableau 9). Cette diminution de 6,6 M\$ s'explique surtout par un écart défavorable de 10,4 M\$ au chapitre du bénéfice d'exploitation, contrebalancée par la baisse de 3,8 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

**Tableau 9 : Télédiffusion**  
**Flux de trésorerie d'exploitation**  
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5,8) \$	4,6 \$
Acquisitions d'immobilisations	(5,3)	(8,9)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,6)	(0,8)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>(11,7) \$</b>	<b>(5,1) \$</b>

## Loisir et divertissement

### Résultats d'exploitation du premier trimestre 2012

**Revenus** de 67,1 M\$, en hausse de 5,7 M\$ (9,3 %) par rapport au premier trimestre 2011.

- Hausse de 11,8 % des revenus de Groupe Archambault qui s'explique surtout par :
  - une augmentation de 61,9 % des revenus de distribution, surtout attribuable aux nouvelles activités intersociétés de distribution de DVD et de Blu-ray qui ont débuté en juin 2011, de même qu'à une progression de 12,9 % des revenus de Distribution Select qui s'explique principalement par le succès des albums de Adele et de *Star Académie*.

Contrebalancée en partie par :

- la diminution de 5,6 % des ventes au détail due à la baisse des ventes de vidéos, de musique, de jeux vidéo et de livres par rapport au premier trimestre 2011 qui comprenait la semaine des soldes d'après Noël (*Boxing Day*).
- Baisse de 1,5 % des revenus du secteur Livres, qui s'explique principalement par la réduction des ventes de manuels en édition scolaire, due à la fin du processus de la réforme scolaire au Québec, contrebalancée par une augmentation des revenus de distribution.

**Bénéfice d'exploitation** de 0,3 M\$, contre 1,2 M\$ au premier trimestre 2011. Cet écart défavorable de 0,9 M\$ s'explique surtout par l'impact de la diminution des revenus et de certaines contributions marginales dans le secteur Livres.

**Flux de trésorerie d'exploitation** négatifs de 1,3 M\$ au premier trimestre 2012, contre des flux négatifs de 0,4 M\$ à la même période de 2011 (tableau 10).

- Cet écart défavorable de 0,9 M\$ s'explique par la baisse du bénéfice d'exploitation.

**Tableau 10 : Loisir et divertissement**  
**Flux de trésorerie d'exploitation**  
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	0,3 \$	1,2 \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,9)	(0,4)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,7)	(1,2)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>(1,3) \$</b>	<b>(0,4) \$</b>

## Technologies et communications interactives

### Résultats d'exploitation du premier trimestre 2012

**Revenus** de 36,6 M\$, en hausse de 9,8 M\$ (36,6 %).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
  - la hausse des activités auprès de clients au Canada (générées, entre autres, par le transfert d'activités technologiques intersociétés auparavant dans le secteur Médias d'information) ;
  - l'impact de l'acquisition d'une agence de communication numérique aux États-Unis au troisième trimestre 2011 ;
  - une augmentation des activités en Europe et auprès de clients gouvernementaux.

**Bénéfice d'exploitation** de 3,0 M\$, contre 0,9 M\$ au premier trimestre 2011. Cet écart favorable de 2,1 M\$ s'explique principalement par l'impact de la hausse des revenus.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 1,9 M\$ au premier trimestre 2012, contre des flux négatifs de 0,1 M\$ à la même période de 2011 (tableau 11).

- Cet écart favorable de 2,0 M\$ est surtout attribuable à la hausse du bénéfice d'exploitation.

#### Tableau 11 : Technologies et communications interactives

##### Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	3,0 \$	0,9 \$
Acquisitions d'immobilisations	(1,1)	(1,0)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>1,9 \$</b>	<b>(0,1) \$</b>

## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

### Exploitation

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation** de 237,3 M\$ au premier trimestre 2012, contre 170,7 M\$ à la même période de 2011.

- Cet écart favorable de 66,6 M\$ s'explique principalement par :
  - l'écart favorable de 33,9 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par la réduction au premier trimestre 2011 des impôts sur le bénéfice à payer et des revenus différés, affectés dans ce dernier cas par un cycle différent de facturation des clients dans le secteur Télécommunications ;
  - la hausse de 27,9 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
  - la diminution de 7,9 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 5,1 M\$ des impôts exigibles.

**Fonds de roulement** négatif de 136,5 M\$ au 31 mars 2012, contre un fonds de roulement négatif de 133,3 M\$ au 31 décembre 2011 reflétant surtout l'inscription à court terme de billets de premier rang de Québecor Média remboursés en avril 2012 et des facilités de crédit de Québecor Média échéant en janvier 2013, contrebalancée principalement par l'impact de l'augmentation des espèces et quasi-espèces.

### Investissement

**Acquisitions d'immobilisations** de 193,2 M\$ au premier trimestre 2012, comparativement à 193,8 M\$ à la même période de 2011.

**Acquisitions d'actifs incorporels** de 22,5 M\$ au premier trimestre 2012, contre 21,0 M\$ à la même période de 2011.

**Acquisitions d'entreprises** de 45,1 M\$ au premier trimestre 2011, principalement pour l'acquisition de journaux régionaux dans le secteur Médias d'information.

### Financement

**Dettes consolidées** (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 139,0 M\$ au cours des trois premiers mois de 2012. Variation nette défavorable de 1,2 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au cours du premier trimestre 2012, la dette a augmenté pour la raison suivante :
  - l'émission par Vidéotron, le 14 mars 2012, des billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$US, pour un produit net de 787,6 M\$, déduction faite des frais de financement de 11,9 M\$. Ces billets portent intérêt à un taux de 5,0 % et viennent à échéance le 15 juillet 2022.
- Au cours de la même période, les diminutions de la dette se résument comme suit :
  - le remboursement par Vidéotron, en mars 2012, de la totalité des billets de premier rang d'un montant en capital de 395,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en janvier 2014 ;
  - le remboursement par Québecor Média, en mars 2012, d'un montant en capital de 78,5 M\$US des billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016 ;
  - la baisse de 79,4 M\$ de la dette due à la variation favorable de la juste valeur des dérivés incorporés, expliquée principalement par l'évolution des taux d'intérêt et des primes de crédit ;
  - l'incidence favorable du taux de change estimée à 56,8 M\$. La baisse liée à ce facteur est contrebalancée par une hausse du passif (ou une baisse de l'actif) liée aux ententes de swaps sur devises comptabilisés sous « Instruments financiers dérivés » ;
  - le remboursement et l'annulation, le 3 février 2012, du solde de 37,6 M\$ de la facilité de crédit à terme de Corporation Sun Media ;

- les remboursements courants totalisant 6,3 M\$ sur les facilités de crédit bancaire et autres de Québec Média.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un passif net de 280,5 M\$ au 31 décembre 2011 à un passif net de 281,7 M\$ au 31 mars 2012, soit une variation défavorable nette de 1,2 M\$, expliqué par :
  - l'impact défavorable du taux de change.

Contrebalancé par :

- le règlement de contrats de couverture par Québec Média à la suite du remboursement de billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en 2016 ;
- l'incidence favorable de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport à l'évolution aux États-Unis.
- En avril 2012, Québec Média a remboursé et retiré un montant en capital de 181,5 M\$US de ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016, pour une contrepartie en espèces totale de 179,7 M\$.
- Le 24 février 2012, Groupe TVA a modifié ses facilités de crédit bancaire afin de proroger l'échéance de sa facilité de crédit renouvelable de 100,0 M\$ de décembre 2012 à février 2017.
- Le 25 janvier 2012, Québec Média a amendé ses facilités de crédit bancaire afin de proroger l'échéance de sa facilité de crédit renouvelable de 100,0 M\$ de janvier 2013 à janvier 2016 et d'ajouter une nouvelle facilité de crédit renouvelable « C » de 200,0 M\$, venant également à échéance en janvier 2016.

### **Situation financière au 31 mars 2012**

**Liquidités disponibles nettes** de 1,26 G\$ pour Québec Média et ses filiales détenues à part entière, soit une encaisse de 383,0 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 875,0 M\$.

**Liquidités disponibles nettes** de 79,9 M\$ pour Québec au niveau corporatif, soit un découvert bancaire de 1,3 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 81,2 M\$.

**Dettes consolidées** totalisant 3,95 G\$ au 31 mars 2012, soit une hausse de 139,0 M\$. Variation nette défavorable de 1,2 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 2,15 G\$ de Vidéotron (1,86 G\$ au 31 décembre 2011), de 97,4 M\$ de Groupe TVA (96,4 M\$ au 31 décembre 2011), de 1,59 G\$ de Québec Média (1,71 G\$ au 31 décembre 2011) et de 104,1 M\$ de Québec (105,2 M\$ au 31 décembre 2011). La dette de Corporation Sun Media a été remboursée en totalité au cours du premier trimestre 2012 (37,4 M\$ au 31 décembre 2011).

Au 31 mars 2012, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

#### **Tableau 12**

#### **Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québec**

#### **Périodes de 12 mois terminées les 31 mars**

(en millions de dollars canadiens)

2013	395,0	\$
2014	21,3	
2015	165,1	
2016	1 128,5	
2017	33,7	
2018 et ultérieurement	2 444,6	
<b>Total</b>	<b>4 188,2</b>	<b>\$</b>

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Quebecor était d'environ 6,0 ans au 31 mars 2012 (5,1 ans au 31 décembre 2011). La dette était constituée approximativement de 81,7 % de dettes à taux fixe (82,6 % au 31 décembre 2011) et de 18,3 % de dettes à taux variable (17,4 % au 31 décembre 2011).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler les engagements de fonds prévus en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de déboursés dans le cadre de la couverture des devises, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de faire face aux échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société et ses filiales sont assujetties au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à leurs ententes de financement respectives. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation). Au 31 mars 2012, la Société et ses filiales respectaient tous leurs ratios financiers et clauses financières restrictives de leurs conventions de financement.

#### **Dividendes déclarés**

- Le 8 mai 2012, le conseil d'administration de Quebecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action sur les actions catégorie A à droits de vote multiples (les « actions catégorie A ») et sur les actions subalternes catégorie B comportant droit de vote (les « actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 19 juin 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 25 mai 2012.

## Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2012

Tableau 13

### Bilan consolidé de Quebecor

#### Analyse des principales variations entre les 31 mars 2012 et 31 décembre 2011

(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2012	31 déc. 2011	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<b>Actif</b>				
Espèces et quasi-espèces	388,8 \$	146,4 \$	242,4 \$	Impact de l'émission de dettes par Vidéotron
Débiteurs	562,2	603,7	(41,5)	Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	3 235,1	3 211,1	24,0	Acquisitions d'immobilisations (cf. « Investissements »), moins l'amortissement de la période
Écart d'acquisition	3 528,8	3 543,8	(15,0)	Radiation partielle de l'écart d'acquisition du secteur de l'édition de Groupe TVA
<b>Passif</b>				
Créditeurs et charges à payer	694,2	776,5	(82,3)	Incidence de la variation courante des activités
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	3 946,0	3 807,0	139,0	Cf. « Financement »
Instruments financiers dérivés <sup>1</sup>	281,7	280,5	1,2	Cf. « Financement »
Passifs d'impôts différés nets <sup>2</sup>	605,2	571,9	33,3	Utilisation d'avantages fiscaux et réclamation d'allocation du coût en capital en excédant de l'amortissement comptable

<sup>1</sup> Passif à court et long terme moins l'actif à long terme

<sup>2</sup> Passif à long terme moins l'actif à long terme

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### Obligations contractuelles

Au 31 mars 2012, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements minimums exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 14.

**Tableau 14**  
**Obligations contractuelles de Québecor au 31 mars 2012**  
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme <sup>1</sup>	4 188,2 \$	395,0 \$	186,4 \$	1 162,2 \$	2 444,6 \$
Paiement d'intérêts <sup>2</sup>	1 921,5	217,5	581,0	496,6	626,4
Contrats de location-exploitation	323,2	63,5	79,0	48,9	131,8
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	142,2	62,1	41,2	38,9	–
Instruments financiers dérivés <sup>3</sup>	311,3	26,0	119,8	75,6	89,9
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>6 886,4 \$</b>	<b>764,1 \$</b>	<b>1 007,4 \$</b>	<b>1 822,2 \$</b>	<b>3 292,7 \$</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, les dérivés incorporés et les frais de financement.

<sup>2</sup> Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme, selon les taux d'intérêt en vigueur et taux d'intérêt des couvertures, et les taux de change des couvertures sur devises au 31 mars 2012.

<sup>3</sup> Estimation des déboursés futurs, déduction faite des encaissements futurs liés à la couverture des devises en utilisant des instruments financiers dérivés.

### Instruments financiers

Québecor et ses filiales disposent de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des comptes clients, des placements à long terme, des dettes bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, des dettes à long terme et des instruments financiers dérivés.

Au 31 mars 2012, Québecor Média se servait d'instruments financiers dérivés pour réduire les risques auxquels l'exposent les taux de change et d'intérêt. Elle a conclu des contrats de change à terme et des ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt pour couvrir le risque de change de la totalité de sa dette à long terme libellée en dollars U.S. En outre, Québecor Média utilise des conventions d'échange de taux d'intérêt pour gérer son risque lié aux variations des taux d'intérêt sur sa dette à long terme.

De plus, Québecor Média a conclu des contrats de change à terme pour couvrir, entre autres, ses achats planifiés en dollars U.S. de décodeurs numériques, de modems, d'appareils mobiles et d'autres équipements, dont ceux pour le réseau 4G du secteur Télécommunications. Elle a aussi conclu des contrats de change à terme pour couvrir des paiements contractuels futurs en euros.

Québecor Média ne détient pas et n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises conclues par Québecor Média comprennent une option qui permet à chaque partie de clore la transaction à une date spécifique, à la valeur de règlement ayant cours à ce moment.

La juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés au 31 mars 2012 est présentée au tableau 15.

**Tableau 15**

**Juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés**

(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur actif (passif)	Valeur comptable	Juste valeur actif (passif)
Dette à long terme <sup>1</sup>	(4 188,2) \$	(4 378,5) \$	(3 953,0) \$	(4 107,4) \$
Instruments financiers dérivés :				
Options de règlement anticipé	202,1	202,1	138,0	138,0
Ententes de swaps de taux d'intérêt	(0,7)	(0,7)	(0,9)	(0,9)
Contrats à terme de devises	0,6	0,6	3,2	3,2
Ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt	(281,6)	(281,6)	(282,8)	(282,8)

<sup>1</sup> La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, les dérivés incorporés et les frais de financement.

La juste valeur estimative de la dette à long terme est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée au moyen de modèles d'évaluation qui projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et les facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours du taux de change à la fin de la période. La juste valeur constatée des instruments financiers dérivés est également rajustée pour refléter le risque de non-exécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, fondée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette de la contrepartie ou de la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé constatée comme des dérivés incorporés est déterminée selon les modèles d'évaluation des options, y compris les facteurs de volatilité et d'actualisation.

Les pertes (les gains) sur évaluation et conversion des instruments financiers pour le premier trimestre de 2012 sont résumés dans le tableau 16.

**Tableau 16**

**Perte (gain) sur évaluation et conversion des instruments financiers**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2012	2011
Gain sur les dérivés incorporés et les instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas utilisée	(82,0) \$	(10,1) \$
Perte (gain) sur la portion inefficace des relations de couverture de la juste valeur	0,1	(0,4)
	(81,9) \$	(10,5) \$

Un gain de 18,9 M\$ a été inscrit aux autres éléments du résultat global au premier trimestre 2012 relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (0,8 M\$ au premier trimestre 2011).

## Transactions entre parties liées

Au cours du premier trimestre 2012, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés liées pour un montant de 2,2 M\$ (0,6 M\$ à la même période de 2011) compris dans les coûts des ventes, frais de ventes et d'administration. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 0,9 M\$ (0,9 M\$ au premier trimestre 2011). Ces transactions ont été conclues et comptabilisées à la valeur d'échange.

## Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 17 présente les données du capital-actions de la Société au 30 avril 2012. De plus, 671 869 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 30 avril 2012.

**Tableau 17**

### Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 30 avril 2012	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A (comportant droits de vote multiples)	19 701 751	8,8 \$
Actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote)	43 791 331	334,1 \$

Le 10 août 2011, la Société a déposé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 985 233 actions catégorie A représentant approximativement 5 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 4 453 304 actions catégorie B représentant approximativement 10 % des actions catégorie B détenues dans le public en date du 2 août 2011. Les rachats peuvent être effectués entre les 12 août 2011 et 10 août 2012, au cours du marché, sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto. Toutes les actions ainsi rachetées sont ou seront annulées.

Au cours du premier trimestre de 2012, la Société a racheté et annulé 10 000 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 0,4 M\$. L'excédent de 0,3 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis.

## Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2012, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société.

## Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie desdits documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <www.sedar.com>.

## Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer son réseau et l'offre de service mobile qui en découle ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux et de la télévision ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active, y compris la concurrence provenant d'autres moyens de transmission de programmations et de contenus ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui changeraient le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement de son réseau ou pour le développement de solutions technologiques alternatives ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- la capacité de Québecor Média de restructurer avec succès les activités de son secteur Médias d'information afin d'en optimiser l'efficacité dans un contexte de bouleversement de l'industrie des journaux ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie, et la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre les attaques de pirates informatiques ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leur interprétation, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences de Québecor Média sur ses marchés, ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez-vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <[www.sedar.com](http://www.sedar.com)> et à <[www.quebecor.com](http://www.quebecor.com)>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 9 mai 2012 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal, Québec

Le 9 mai 2012

# QUEBECOR INC. ET SES FILIALES

## SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2012		2011			2010		
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
<b>Exploitation</b>								
Revenus	1 064,0 \$	1 147,9 \$	1 014,8 \$	1 053,4 \$	990,5 \$	1 088,1 \$	969,9 \$	994,0 \$
Bénéfice net avant amortissement, frais financiers, gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, dépréciation de l'écart d'acquisition, perte sur refinancement de dettes et impôts sur le bénéfice	322,2	369,2	319,7	358,5	294,3	359,1	332,0	351,9
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	39,3	55,6	40,0	60,0	35,9	58,2	56,1	62,9
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	34,1	34,0	(16,3)	(2,3)	5,2	(10,0)	32,1	(1,5)
Éléments inhabituels	(0,5)	(4,2)	2,4	(2,5)	(6,8)	(1,6)	(5,2)	(0,6)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>72,9</b>	<b>85,4</b>	<b>26,1</b>	<b>55,2</b>	<b>34,3</b>	<b>46,6</b>	<b>83,0</b>	<b>60,8</b>
<b>Données par action de base</b>								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,62 \$	0,87 \$	0,63 \$	0,93 \$	0,56 \$	0,90 \$	0,87 \$	0,98 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,54	0,53	(0,26)	(0,03)	0,08	(0,16)	0,50	(0,02)
Éléments inhabituels	(0,01)	(0,06)	0,04	(0,04)	(0,11)	(0,02)	(0,08)	(0,01)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>1,15</b>	<b>1,34</b>	<b>0,41</b>	<b>0,86</b>	<b>0,53</b>	<b>0,72</b>	<b>1,29</b>	<b>0,95</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	63,5	63,5	63,9	64,3	64,3	64,3	64,3	64,3
<b>Données par action diluée</b>								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,61 \$	0,87 \$	0,62 \$	0,92 \$	0,55 \$	0,88 \$	0,86 \$	0,96 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,54	0,53	(0,26)	(0,03)	0,08	(0,16)	0,50	(0,02)
Éléments inhabituels	(0,01)	(0,06)	0,04	(0,04)	(0,11)	(0,02)	(0,08)	(0,01)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>1,14</b>	<b>1,34</b>	<b>0,40</b>	<b>0,85</b>	<b>0,52</b>	<b>0,70</b>	<b>1,28</b>	<b>0,93</b>
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	63,7	63,8	64,5	65,0	65,0	65,0	65,0	64,9